[Text]

ateliers du CN. L'été dernier, M. McKenna est arrivé à pleine course pour appuyer notre demande.

J'aimerais profiter de l'occasion pour demander au président du Comité de nous expliquer, au cours de la journée, pourquoi le Comité des transports n'a pas siégé à Moncton l'été dernier comme on le lui avait demandé. Je ne veux pas vous mettre dans l'embarras, monsieur le président, mais je crois que nous avons droit à une réponse.

The Chairman: We are here today.

M. Robichaud: Nous arrivons ici aujourd'hui, après avoir perdu 800 emplois. Vous me dites de regarder . . .

The Chairman: Mr. Robichaud, let us examine the witness on his brief, which did raise the shops. This thing was debated. We had CN before us in Ottawa. You made your presentation. Mr. Cochrane made many presentations before CN in Ottawa. Your letter came to me during the summer when the committee was not meeting. There was no striking committee which meets to decide when committees meet. There are a variety of reasons.

Quite frankly, the time your letter came to me, again the same fundamental decision was made that the Premier himself talked about that CN had made a decision. You had a chance, as other members had a chance, to explore that decision with CN officials. We saw the people to "stop the shop", the shop people who came to Ottawa. They lobbied us all, the individual caucuses, and the message was there.

I quite agree with you that we did not physically come to Moncton during the summer, and perhaps as a PR exercise that might have been a very interesting thing. I quite frankly think it would have raised false hopes because the decision of the CN shops was not a decision of this committee. It was a decision of the Government of Canada, the Minister of Transport, basically. Well, it was not a decision of them, but it was a decision of CN and the Minister of Transport decided not to intervene and said he could not intervene.

So the responsibility of this committee on the CN shops is very limited. It is what pressure we can bring on the Government of Canada or CN.

M. Robichaud: Justement, si le Comité avait choisi de venir écouter les travailleurs des ateliers du CN de Moncton à ce moment-là, peut-être que vous, le chef de l'Opposition et moi aurions pu exercer suffisamment de pressions sur le ministre pour qu'il réagisse et dise au CN de retarder cette décision de fermer les ateliers. Mais les gens de Moncton n'ont pas eu de forum pour s'exprimer, pour transmettre leur message au gouvernement. Ils ne l'ont fait que par mon intermédiaire et par celui de quelques autres députés. Nous avons fait à la Chambre des communes une intervention qui n'était pas propre à la situation qui existait à Moncton.

[Translation]

the CN shops. Last summer, Mr. McKenna ran to our side to support our request.

By the same occasion, I would like to ask the Chairman of the Committee on Transport why the committee did not agree to our request, last summer, that a hearing be held in Moncton. I do not want to put you on the spot, Mr. Chairman, but I do believe we are entitled to an answer.

Le président: Nous sommes ici aujourd'hui.

Mr. Robichaud: We are here today, but 800 jobs have been lost. You suggest I consider . . .

Le président: Monsieur Robichaud, contentons-nous donc d'interroger le témoin sur son mémoire, dans lequel il a soulevé la question des ateliers. Cette question a déjà été réglée. Vous vous souviendrez que les représentants du CN sont venus nous rencontrer à Ottawa. Vous avez dit ce que vous aviez à dire à l'époque. M. Cochrane a demandé toutes les justifications possibles au CN à Ottawa. J'ai reçu votre lettre pendant l'été, quand le Comité ne siégeait pas. Il n'y avait alors aucun comité directeur pour décider quand les comités allaient siéger. Il y a toute une foule de raisons à cela.

Pour tout vous dire, quand j'ai reçu votre lettre, la décision avait déjà été prise, ce qu'a d'ailleurs confirmé le Premier ministre. Vous avez eu l'occasion, comme bien d'autres députés, de discuter de cette décision avec les représentants du CN. Nous avons aussi rencontré les représentants des travailleurs de l'atelier ici-même, à Ottawa. Il nous ont tous fait valoir leur cause, un à un, et le message était clair.

Je reconnais que nous ne sommes pas allés à Moncton pendant l'été, et je reconnais aussi que cela aurait pu être un exercice très intéressant sur le plan des relations publiques. Mais je crois que notre visite à Moncton aurait fait naître de faux espoirs, parce que la décision de fermer les ateliers du CN n'était pas du ressort du présent comité. C'était une décision qui appartenait au gouvernement du Canada, au ministre des Transports, plus précisément. Pour être précis, c'était une décision qui appartenait au CN, et le ministre des Transports a décidé de ne pas intervenir en déclarant qu'il ne pouvait pas intervenir.

La responsabilité de ce comité, à l'égard de la fermeture des ateliers du CN, est donc très limitée. Tout ce que nous pouvons faire, c'est exercer des pressions sur le gouvernement du Canada ou le CN.

Mr. Robichaud: That is my point. If the committee had come to Moncton to hear out the CN shop workers at the time, perhaps the Leader of the Opposition and myself might have been able to put enough pressure on the minister to get him to react and to advise CN to postpone its decision to close down the shops. But the people of Moncton were not given the opportunity to transmit their message to the government. Their only option was to do so through me and a few other MPs. We intervened on their behalf in the House, but could not as aptly describe the situation that existed in Moncton.